

LES ÉLECTEURS DE TRUMP ¹

Nul ne croyait que Trump pouvait gagner l'élection présidentielle de 2016. J'ai rencontré, tout au long de la campagne, à travers le pays, élus démocrates et républicains ; j'ai consulté les instituts de sondage de toute obédience et la réponse était toujours la même. La personnalité de Donald Trump et l'amateurisme de sa campagne mais aussi la bonne santé de l'économie garantissaient la victoire d'Hillary Clinton. Le 8 novembre à 18 heures, tous les sondeurs confirmaient cette prévision. De son côté, au lancement de sa soirée électorale, le *New York Times* chiffrait la probabilité de ce résultat à plus de 90 %.

19

La question qui se posait donc le 9 novembre, au matin, pour l'ensemble de l'establishment américain, élus, journalistes et universitaires, était simple : pourquoi n'avaient-ils, à aucun moment, vu venir la victoire de Trump ?

LES RAISONS D'UN AVEUGLEMENT GÉNÉRAL

Pour leur défense, outre le rappel des particularités du système américain qui permet à un Trump qui obtient 44 % des voix de battre une adversaire qui en réunit plus de 46 %, ils pouvaient invoquer la succession d'incidents qui aurait dû disqualifier n'importe quel candidat. Comment prendre au sérieux un homme d'affaires aux six faillites, héritier d'une entreprise dans l'immobilier new-yorkais dont il avait épousé le style vulgaire et flamboyant ? Comment penser que les électeurs de ce pays puritain fermeraient les yeux sur ses divorces, ses adultères et ses obscénités ? Voilà un politicien qui traitait les immigrants mexicains de violeurs et de criminels dans un pays où les électeurs d'origine latina représentent

1. Le présent article reprend pour l'essentiel des propos tenus dans les chapitres 14 et 15 de notre *Passeport diplomatique*, Paris, Grasset, 2019.

une minorité substantielle. Voilà un candidat qui alignait les déclarations incohérentes ou fausses avec le vocabulaire d'un enfant de 10 ans et qui montrait, à chaque instant, son ignorance des dossiers ; qui parlait des femmes dans les termes les plus crus ; qui mimait un journaliste handicapé pour s'en moquer ; et qui insultait ses adversaires. Il paraissait évident à chacun que ces excès disqualifiaient Donald Trump. À tort.

20 À vrai dire, si l'on avait noté les réserves que suscitait la personne d'Hillary Clinton, on ne leur avait pas accordé assez d'importance. Il aurait fallu voir en elle, non la professionnelle bien rodée qui paraissait devoir faire une présidente compétente, mais une politicienne usée par près de trente années de vie publique, une oratrice sèche et sans élan, liée à ce qu'une partie du pays vomissait, Washington et Wall Street. La représentante d'une machine, la famille Clinton, dont la fortune était passée de rien en 2001 à 135 millions de dollars en 2016 – une machine à faire de l'argent dans l'opacité la plus totale. Non, la candidate démocrate n'était pas le bon choix. Mais, même si Trump avait été battu, le simple fait qu'il ait réussi à s'imposer comme le candidat du Parti républicain et à réunir 44 % de l'électorat autour de son nom aurait été un événement méritant l'analyse.

Du côté républicain, on aurait dû prêter plus d'attention à certains signes : les meetings que tenait le candidat faisaient salle comble et suscitaient l'enthousiasme de l'assistance. Certains s'étonnaient que, dès qu'on quittait les villes, les panneaux pro-Trump se multipliaient dans le pays. Le lieutenant-gouverneur de l'Idaho, où j'étais allé inaugurer une usine d'une entreprise française, un conservateur à l'image de son État, m'avait dit sa surprise d'avoir constaté, à un dîner de donateurs républicains, la forte proportion de partisans de Trump. « Ce monsieur n'est pas l'un d'entre nous », me disait ce notable légèrement agacé. Un sondeur républicain m'avait indiqué sa surprise que les électeurs soient remarquablement fidèles à Trump, jusqu'à se dire prêts à le suivre s'il quittait le Parti républicain, mais il devait, lui aussi, le soir du scrutin annoncer la victoire d'Hillary Clinton. Tous ont été aveugles à ces signes faibles et dispersés qui ne faisaient pas le poids face aux certitudes qu'ils partageaient. Ils n'avaient pas senti que les temps étaient mûrs pour une rupture par rapport aux usages et aux certitudes qui avaient dominé les trente dernières années de la vie politique américaine ; ils n'avaient pas vu la crise de la société américaine que dissimulaient les excellents résultats macroéconomiques.

Lorsqu'on me demande l'analyse que je fais de Trump, au-delà de ses fantaisies personnelles, je réponds par un proverbe chinois : « Si le doigt

montre la lune, le fou regarde le doigt et le sage la lune.» Trump n'est que le symptôme de la crise que connaissent les États-Unis et la plupart des sociétés occidentales. C'est la crise et pas la Russie qui l'a élu.

Après cette élection, les universités et les centres de recherche dont les États-Unis sont si riches se sont précipités sur les statistiques pour comprendre ce qui s'était passé dans leur pays. Les articles se succèdent encore trois ans après, qu'ils soient fondés sur des entretiens, sur des sondages, sur l'étude méticuleuse de la carte électorale, sur le dépouillement du recensement ou l'analyse des revenus, depuis plusieurs décennies. La conclusion commune en est que la société américaine traverse effectivement une crise qui a jeté une partie de l'électorat dans les bras d'un dirigeant populiste, mais le diagnostic diverge sur ces causes – autour de l'identité ou de l'économie. Chaque bord rejette l'avis de l'autre et oppose les chiffres aux chiffres. Il n'y a pas un mois où trois professeurs de Harvard, Yale ou Chicago ne publient pas l'article « définitif » sur le sujet.

21

Pour les uns, c'est l'homme blanc sans éducation supérieure qui est en crise; c'est lui qui a voté à près de 70 % pour Trump, lui apportant le Michigan, le Wisconsin et la Pennsylvanie, États touchés de plein fouet par la désindustrialisation et qui avaient voté démocrate sans discontinuer plus de trois décennies durant. Il se serait rebellé en voyant le pays lui échapper, lui devenir étranger dans sa composition ethnique et ses valeurs, et les élites se désintéresser de son sort et s'éloigner de son mode de vie. Il ne se reconnaîtrait plus dans un pays où la religion recule, où les homosexuels peuvent se marier et où les minorités deviennent inexorablement la majorité. Le fait est que, depuis quelque temps, la plupart des enfants qui naissent aux États-Unis ne sont plus « caucasiens », et ce devrait être le cas de la population dans son ensemble en 2050.

Pour les autres, c'est l'économie qui explique tout. Les statisticiens débattent à l'infini des pourcentages selon le type de revenu qu'on prend (avant ou après impôts et transferts sociaux) et la manière dont on divise la population, mais reste le fait brut d'une stagnation de long terme du niveau de vie de plus ou moins la moitié des Américains dans un contexte d'explosion des inégalités. Dans un pays où l'inflation est sous contrôle depuis des décennies, les seuls postes de dépenses qui font exception sont l'éducation et la santé, deux secteurs d'une importance capitale pour les classes moyennes. S'y ajoute l'impact de la crise de 2008, dans un pays qui ne dispose pas des amortisseurs sociaux des pays européens : plus de dix millions de familles ont dû abandonner leur logement, c'est-à-dire qu'elles ont perdu tout le capital dont elles disposaient au moment où

22 l'État fédéral finançait massivement les banques pour éviter que la crise n'entraîne un désastre comparable à celui de 1929. Cette action décisive, lancée d'abord par George W. Bush à la fin de son mandat et amplifiée par son successeur, a sans doute protégé le monde d'une crise dévastatrice, mais Barack Obama n'a pas tenu de discours qui rende acceptable par tous ce soutien massif aux banques qui portaient une lourde responsabilité dans la crise. Aucun banquier n'est allé en prison alors que des millions d'Américains perdaient leur emploi; bien plus, dès 2010, tandis que le marché du travail connaissait ses pires résultats, les bonus offerts par le secteur financier reprenaient leur hausse. Aucune banque n'a été nationalisée. Certains ont jugé qu'Obama avait raté son « moment FDR », c'est-à-dire n'avait pas, comme Franklin Roosevelt, adopté un vocabulaire et des mesures qui auraient répondu à la colère des électeurs. Était-il trop centriste pour le faire ? Ou trop contraint par le Congrès ? Certes, l'État fédéral a récupéré l'argent qu'il avait investi dans les entreprises et les fonds d'investissement; beaucoup d'Américains en ont cependant conclu qu'on était plein d'attention pour les banques et les banquiers mais pas pour eux, que le « système » était « truqué » en leur défaveur. À ce ressentiment s'est ajouté le caractère partiel de la reprise, avec des salaires qui juste avant l'élection retrouvaient à peine leur niveau de 2008, un bas taux d'activité – ce qui signifie que des millions d'Américains ont quitté le marché du travail – et la croissance des « petits emplois », qui permet une amélioration des statistiques du chômage sans forcément satisfaire ceux qui doivent se résoudre à les accepter. En 2019, 57 % des Américains seraient incapables de faire face à une dépense inattendue de 500 dollars et 16 % travaillent plus de soixante heures par semaine. L'espérance de vie des hommes blancs diminue depuis plusieurs années...

Le « génie » de Donald Trump a été de sentir ce malaise avant tous les autres et de l'exploiter à ses propres fins. Sur ce terreau de colère, le vent de la révolte soufflait, avec comme symptômes la haine de ceux qui s'en tirent, la peur de ceux qui sont différents, le sentiment de n'avoir rien à perdre et l'attente de l'homme providentiel. Trump a endossé ce rôle: ses électeurs ne retiennent pas contre lui qu'il est milliardaire, parce qu'il parle comme eux et parce qu'il flatte leurs préjugés. Loin de les rappeler à la raison, il enflamme leurs passions. Il leur dit, encore en 2019 dans les grands meetings politiques qu'il organise régulièrement et dont il faut sentir la ferveur, qu'ils sont trahis et abandonnés par ceux qui devraient les défendre, qu'ils sont menacés dans leur existence comme dans leur sécurité, et qu'il est le seul à les écouter, à les comprendre et – ce qui est capital – à les aimer. La situation sur le plan national

est épouvantable. Le monde entier les exploite. Des millions d'immigrants, violeurs et criminels potentiels, les submergent et leur volent leurs emplois. L'économie est à la dérive. Le pays est embourbé dans des guerres qui ne sont pas les siennes et prisonnier d'alliances coûteuses et inutiles. Les élites les méprisent. Ce fut là le discours apocalyptique de Donald Trump lors de l'inauguration de sa présidence; c'est le thème ressassé de ses déclarations. Cette colère, Trump l'a comprise et captée; il l'entretient délibérément et continue de l'incarner par son comportement, qui correspond à ce que ses électeurs espéraient de lui. Nulle surprise qu'ils lui restent étonnamment fidèles. Jamais, depuis un demi-siècle, un président n'a réussi à conserver, à ce point, le soutien de ceux qui l'ont élu (entre 80 et 85 % !).

UNE NOUVELLE DROITE AMÉRICAINE

23

Fort de sa victoire, Trump est, par ailleurs, attaché à répondre aux aspirations de sa base – « *my guys* », dit-il affectueusement. Il met scrupuleusement en œuvre son programme électoral et se comporte comme s'il était encore en campagne. Il ne prétend pas être le président de tous les Américains: la politique pour lui est une guerre où l'on recherche la victoire plutôt que le compromis. Il reste le porte-parole de cette base qui l'a porté au pouvoir, de ces petits Blancs du Midwest frappés par la désindustrialisation de leur région. Il n'est en rien un conservateur classique; il est porteur d'un projet politique propre qui a peu à voir avec les convictions traditionnelles de la droite américaine, sur laquelle il a mis la main et qu'il est en train de redéfinir. Le Parti républicain était libre-échangiste, favorable à la rigueur budgétaire et interventionniste à l'extérieur. Trump le rend protectionniste, isolationniste, identitaire et nationaliste, et il accroît le déficit budgétaire de plus d'un point de produit national brut en pleine période de croissance. Grâce au soutien enthousiaste des électeurs républicains, il accule ses adversaires, conservateurs classiques, à la démission ou à la soumission. Les dirigeants républicains pensaient parvenir à prendre l'ascendant sur un président isolé et inexpérimenté: ils sont désormais domestiqués et ont dû prouver leur trumpisme à leurs militants avant les élections intermédiaires de novembre 2018. La droite des notables est contrainte de donner des gages de populisme.

Où l'on peut voir dans le mode de gouvernement de Donald Trump imprévisibilité et chaos, d'autres décèlent la fidélité du président à son programme. C'est parce qu'il est révolutionnaire à sa manière

qu'il devrait surmonter l'hostilité de l'establishment, en refusant de se plier aux règles de celui-ci. Trump, s'il est effectivement un dirigeant populiste, si le populisme n'a pas été pour lui un moyen d'être élu mais une conviction ou une façon d'être, ce qui semble le cas, serait condamné à rompre avec les habitudes, à refuser les précédents, à violer les tabous et à prendre à contre-pied ceux – ils sont nombreux autour de lui – qui voudraient en faire un président conservateur classique. Le populiste, pour rester fidèle à lui-même, devrait « renverser la table » et, face au « système », serait condamné à se battre perpétuellement dans une lutte quotidienne pour conserver son originalité. C'est ce que fait Trump avec entrain, pour la plus grande joie de sa base. Il s'adresse à elle directement pour lui expliquer la politique qu'il mène et nourrir sa colère dans un vocabulaire qu'elle peut comprendre. Elle l'a élu pour faire table rase du passé, et c'est ce qu'il fait également. Elle ne va pas le lui reprocher.

24 J'ai rencontré, un jour, par hasard, un groupe d'artisans du bâtiment qui rénovaient une maison et, voyant que j'étais un étranger, ils m'ont demandé mon avis sur leur président. Une conversation s'en est suivie : « Oui, me disaient-ils, c'est un escroc, un menteur ; on ne lui confierait pas notre fille mais il fait le boulot : un doigt d'honneur aux élites. » « Il rend furieux le *New York Times* », a ajouté l'un d'entre eux, avec satisfaction. Le pays offre donc l'image d'une polarisation entre ceux qui sont moralement révoltés par le comportement du président et ceux qui s'en réjouissent quitte à reconnaître, en privé, qu'il va parfois trop loin. Entre les deux, l'incompréhension est totale et l'hostilité viscérale. Les seconds sont parfaitement conscients du mépris des premiers.

Trump, qui n'est qu'instinct, n'a sans doute pas rationalisé ses foucades, mais elles constituent des coups de boutoir toujours dirigés contre le même adversaire, les habitudes d'un pouvoir washingtonien qui oscille, depuis la guerre, entre centre gauche et centre droit, sans que cette alternance ébranle le pouvoir des élites traditionnelles.

Un chef autoritaire, sûr de lui-même et indifférent au droit et aux convenances, un parti domestiqué, une base inconditionnelle (autour de 35 % de la population) et une opposition tétanisée par le personnage : on pourrait craindre le pire si ce pays n'avait pas des institutions solides et une société civile active. Les États fédérés, les autorités locales et le pouvoir judiciaire jouent pleinement leur rôle de contre-pouvoirs. Des juges exigent et obtiennent la modification de certains règlements et s'approprient à examiner le démantèlement de la réglementation de protection de l'environnement. Un juge en particulier, Robert Mueller, a décidé de l'avenir du président. De son côté, la presse, malgré les

menaces, les insultes et les critiques de Trump, reste entièrement libre et ne lui fait aucun quartier. Jamais les associations n'ont été aussi actives pour protester, manifester et ester en justice.

POPULISME ET DÉMOCRATIE AMÉRICAINE

Certes, la démocratie américaine est forte et résiste à l'épreuve, mais elle n'en sortira pas intacte. Ce qui était hier scandale ne suscite plus qu'indifférence, que ce soit le torrent jamais tari des fausses informations, l'absence de dignité personnelle et le recours aux insultes – même la révélation du paiement d'une actrice de cinéma pornographique pour acheter son silence sur une liaison laisse de marbre un pays connu pour son puritanisme sexuel. Le président se contredit lui-même et contredit ses ministres ; les ministres se contredisent entre eux ; la porte-parole de la Maison-Blanche justifie les plus évidentes contre-vérités.

25

Lassitude devant l'accumulation des révélations ou cynisme nouveau, les Américains ne se font aucune illusion sur leur président mais beaucoup, y compris dans les milieux les plus religieux, ne lui en font pas reproche. Au silence des uns répond la surenchère des autres, qui se sentent autorisés par cet exemple en haut lieu à en ajouter dans l'invective, le mensonge et souvent le racisme. Fox News, première chaîne américaine, se fait une spécialité de l'imprécation, du complotisme et des fausses informations. Invoquer les faits et la vérité ne compte guère quand il s'agit de crier le plus fort. De toute façon, qu'une argumentation soit démentie par les faits n'est plus retenue contre elle ; la réalité s'efface progressivement devant les fantasmes. Voilà quand même un président qui affirme que son père est né en Allemagne pour prouver son amour de ce pays, alors que chacun sait que ce n'est pas le cas, ou qui nie avoir fait une déclaration qui a pourtant été enregistrée. Rien n'y fait ; on s'habitue à tout. Cette indifférence devant la plus élémentaire vérité laisse pantois et son acceptation par les électeurs a quelque chose d'effrayant.

Dans ce contexte, l'opposition enfourche les grands chevaux de l'indignation ; elle pousse les hauts cris à chaque fois que le président lui tend un chiffon rouge. Elle fait ainsi son jeu en prouvant qu'il est effectivement l'ennemi des élites et en recourant à des arguments éthérés beaucoup moins efficaces que ses affirmations simplistes. En faisant de la morale au lieu de faire de la politique, elle exaspère les électeurs de Trump qui y voient de la condescendance et n'en sentent pas le rapport avec leur vie quotidienne.

Les États-Unis offrent donc l'exemple, avec un recul de près de trois ans, de la prise de pouvoir d'un dirigeant populiste dans une démocratie occidentale. La leçon est amère. Trump a prouvé ou rappelé que le jeu démocratique repose sur le respect de l'autre, la rationalité et le débat, mais que les électeurs s'habituent rapidement à leur abandon. Il a démontré qu'il est possible de mentir impunément, de renoncer à toute dignité et d'insulter ses adversaires, mais aussi de faire accepter l'inacceptable en quelques mois, à condition que les électeurs aient le sentiment que c'est pour défendre leurs intérêts. Il s'agit peut-être là d'une définition du populisme. Mais Trump a aussi involontairement souligné l'importance des institutions pour la défense de la démocratie libérale. Nulle surprise si, ailleurs, elles sont les premières cibles des dirigeants autoritaires.

26 Cependant, rien n'exclut que Trump soit réélu en 2020. L'économie va bien, voire très bien. La croissance a tourné autour de 2,5 % au premier semestre de 2019. Le pays est au plein emploi. L'enquête conduite par le juge Mueller, en concluant qu'il n'y avait pas de preuve de collusion entre la Russie et l'équipe de campagne de Trump, permet aux républicains classiques de voter pour lui – « en se bouchant le nez », comme m'a confié un sénateur qui en fait partie. Ils se consolent en se disant qu'après tout ce président, si peu fréquentable qu'il soit, nomme des juges ultra-conservateurs à la Cour suprême et a fait voter une réforme fiscale conforme à leurs vœux. Paris vaut bien une messe... Ainsi raisonnait Thiers après l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte en décembre 1848.

En outre, le durcissement, sensible à droite, n'épargne pas la gauche. Chauffés à blanc par la haine et le mépris de leur adversaire, les militants se radicalisent. En 2020, les démocrates seront confrontés à l'alternative qui consiste soit à choisir un candidat centriste, à l'image de ce qu'ils ont fait depuis 1976, soit, dans une ère de polarisation, à aller à gauche. Cette dernière hypothèse est loin d'être exclue. En effet, les modérés, « sonnés » par la défaite d'Hillary Clinton et incapables de concevoir une réponse à la crise, se taisent. La gauche au contraire, conduite par de jeunes représentants – à l'instar d'Alexandria Ocasio-Cortez, 29 ans, élue en novembre 2018 dans le Bronx, à New York –, définit dorénavant les thèmes du débat politique en y introduisant des idées qui hier encore auraient paru radicales, comme l'instauration de la couverture médicale universelle ou l'alourdissement des impôts sur les riches, mais ne font plus aujourd'hui l'objet du même rejet. Elle a déjà montré son enthousiasme et sa bonne organisation derrière Bernie Sanders en 2016. Elle pourrait donc emporter la primaire en 2020, dans un contexte où, chez les démocrates, le seul candidat légitime, Joe Biden, l'ancien vice-président,

est handicapé par son âge (78 ans) et ses relations excessivement « tactiles » avec les femmes. Nul ne peut dire quel serait alors le résultat d'un affrontement entre le président sortant et un représentant de cette gauche. En 1972, les démocrates, portés par leur hostilité envers Nixon, avaient choisi George McGovern et ainsi assuré la réélection de leur ennemi. Fox News se fait d'ailleurs un plaisir de relayer les propositions de la gauche démocrate, en criant au « socialisme ».

Comme on l'a vu, Trump n'est que partiellement un accident de l'histoire, fruit du système électoral. Derrière l'homme, il y a la crise de la classe moyenne inférieure frappée par les choix économiques des quatre dernières décennies et menacée par les évolutions technologiques. Le pire est devant nous : l'automatisation et surtout l'intelligence artificielle vont détruire des millions d'emplois faiblement et moyennement qualifiés. Obama l'avait senti. Élu sur le thème du changement, il avait essayé d'y répondre sans pour autant sortir du paradigme néolibéral. Trump l'a compris à son tour, par instinct, et il réagit à sa manière qui est fruste, décomplexée et déterminée. Il fait accoucher au forceps la droite américaine d'un nouveau conservatisme qui correspond aux attentes d'une majorité de ses électeurs. Il signale par là même la fin du néolibéralisme inauguré par Reagan. À la gauche d'y répondre maintenant autrement que par des imprécations et des condamnations, probablement en renonçant au moins en partie à la synthèse centriste des Clinton. La campagne électorale pour l'élection de novembre 2020 sera passionnante. Il ne s'agira rien moins que de redéfinir la gauche américaine alors que la droite a déjà fait son aggiornamento. Et on sait que les idées traversent rapidement l'Atlantique...

R É S U M É

La personnalité hors du commun de Donald Trump conduit trop d'observateurs à lui consacrer leur attention alors qu'il n'est que le symptôme d'une crise sociale, économique et politique de la société américaine, comparable à celles qui frappent la plupart des démocraties occidentales. La politique néolibérale suivie depuis près de quatre décennies et la crise de 2008 ont déstabilisé la classe moyenne inférieure, accru les inégalités et nourri le ressentiment à l'égard d'élites accusées d'indifférence. Cette colère a été comprise par Trump, qui continue ainsi d'entretenir une relation affective intense avec son électorat. C'est en y répondant que les démocrates pourront le battre en 2020.